**Dispositions consolidées résultant des projets
d'ordonnance et de décret n° 2019-XXX du XX/XX/XXXX
relatifs à la création d'un droit d'opposition
aux brevets d'invention**

Vu l'article 121 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises :

Article 121

I. – Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnance, dans un délai de neuf mois à compter de la promulgation de la présente loi, les mesures relevant du domaine de la loi, nécessaires pour :

- 1° Créer un droit d'opposition aux brevets d'invention délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle afin de permettre aux tiers de demander par voie administrative la révocation ou la modification d'un brevet, tout en veillant à prévenir les procédures d'opposition abusives ;
- 2° Prévoir les règles de recours applicables aux décisions naissant de l'exercice de ce droit ;
- 3° Permettre, d'une part, de rendre applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna, avec les adaptations nécessaires, les articles du code de la propriété intellectuelle et, le cas échéant, d'autres codes et lois, dans leur rédaction résultant des mesures prévues au 1° pour celles qui relèvent de la compétence de l'État, et, d'autre part, de procéder aux adaptations nécessaires de ces articles en ce qui concerne les collectivités de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

II. – Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de six mois à compter de la publication de l'ordonnance.

Parties soulignées = ajoutées dans le cadre du Paquet Marques, de la loi PACTE ou du décret DP et CU
~~Parties biffées~~ = supprimées dans le cadre du Paquet Marques, de la loi PACTE ou du décret DP et CU
Parties soulignées en gras = ajoutées dans le cadre de l'opposition brevet
~~Parties biffées en gras~~ = supprimées dans le cadre de l'opposition brevet

PARTIE LÉGISLATIVE

LIVRE IV : ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET PROFESSIONNELLE

TITRE I^{er} : Institutions

Chapitre I^{er} : L'institut national de la propriété industrielle

L. 411-1 (Version « Ordonnance Marques » – modifié)

L'Institut national de la propriété industrielle est un établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, placé auprès du ministre chargé de la propriété industrielle.

Cet établissement a pour mission :

- 1° De centraliser et diffuser toute information nécessaire pour la protection des innovations et pour l'enregistrement des entreprises, ainsi que d'engager toute action de sensibilisation et de formation dans ces domaines ;
- 2° D'appliquer les lois et règlements en matière de propriété industrielle et de registre du commerce et des sociétés ; à cet effet, l'Institut pourvoit, notamment, à la réception des dépôts de demandes

des titres de propriété industrielle ou annexes à la propriété industrielle, à leur examen et à leur délivrance ou enregistrement et à la surveillance de leur maintien ; il connaît des demandes en nullité et en déchéance de marques mentionnées aux 1° et 2° du I de l'article L. 716-5, ainsi que des oppositions formées à l'encontre des brevets ; il centralise le registre du commerce et des sociétés, notamment sur la base de données informatiques transmises par les greffiers de tribunal de commerce, et le Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales ; il assure la diffusion des informations techniques, commerciales et financières contenues dans les titres de propriété industrielle ; il assure la diffusion et la mise à la disposition gratuite du public, à des fins de réutilisation, des informations techniques, commerciales et financières qui sont contenues dans le registre national du commerce et des sociétés et dans les instruments centralisés de publicité légale, selon des modalités fixées par décret ; il statue sur les demandes d'homologation ou de modification des cahiers des charges des indications géographiques définies à l'article L. 721-2 ;

3° De prendre toute initiative en vue d'une adaptation permanente du droit national et international aux besoins des innovateurs et des entreprises ; à ce titre, il propose au ministre chargé de la propriété industrielle toute réforme qu'il estime utile en ces matières ; il participe à l'élaboration des accords internationaux ainsi qu'à la représentation de la France dans les organisations internationales compétentes.

L. 411-4 (Version « Ordonnance Marques » – modifié)

Le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle prend les décisions prévues par le présent code à l'occasion de la délivrance, du rejet, du maintien des titres de propriété industrielle, et de l'homologation, du rejet ou de la modification du cahier des charges des indications géographiques définies à l'article L. 721-2 ou du retrait de cette homologation.

Il statue sur les demandes en nullité ou en déchéance de marques et les oppositions formées à l'encontre des brevets, mentionnées au 2° de l'article L. 411-1. Les recours exercés contre ces décisions sont suspensifs.

~~Dans l'exercice de cette compétence~~ ces compétences, il n'est pas soumis à l'autorité de tutelle. Les cours d'appel désignées par voie réglementaire connaissent directement des recours formés contre ses décisions. ~~Il y est statué, le ministère public et le directeur de l'Institut national de la propriété industrielle entendus. Le pourvoi en cassation est ouvert au directeur de l'Institut national de la propriété industrielle.~~

Le pourvoi en cassation contre les décisions des cours d'appel statuant sur ces recours est ouvert aux parties et au directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle.

Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application du présent article.

L. 411-5 (Version « Ordonnance Marques » – modifié)

Les décisions de rejet mentionnées au premier alinéa de l'article L. 411-4, les décisions statuant sur une opposition formée à l'encontre d'une demande d'enregistrement de marque, sur un recours en restauration ainsi que les décisions statuant sur une demande de relevé de déchéance en matière de marques ou de dessins et modèles sont motivées.

~~Il en est de même des décisions acceptant~~ statuant sur une demande en nullité ou en déchéance de marques ou une opposition à l'encontre d'un brevet acceptant une opposition présentée en vertu de l'article L. 712-4 ou une demande de relevé de déchéance en matière de marques de fabrique, de commerce ou de service.

~~Elles~~ Ces décisions sont notifiées au demandeur et, le cas échéant, aux autres parties dans les formes et délais prévus par voie réglementaire décret en Conseil d'Etat.

LIVRE VI : PROTECTION DES INVENTIONS ET DES CONNAISSANCES TECHNIQUES

TITRE I^{er} : Brevets d'invention

Chapitre I^{er} : Champ d'application

Section 1 : Généralités

L. 611-2 (Version Loi PACTE – modifié)

Les titres de propriété industrielle protégeant les inventions sont :

- 1° Les brevets d'invention, délivrés pour une durée de vingt ans à compter du jour du dépôt de la demande ;
- 2° Les certificats d'utilité, délivrés pour une durée de dix six ans à compter du jour du dépôt de la demande ;
- 3° Les certificats complémentaires de protection rattachés à un brevet dans les conditions prévues à l'article L. 611-3, prenant effet au terme légal du brevet auquel ils se rattachent pour une durée ne pouvant excéder sept ans à compter de ce terme et dix-sept ans à compter de la délivrance de l'autorisation de mise sur le marché mentionnée à ce même article.

Les dispositions du présent livre concernant les brevets sont applicables aux certificats d'utilité à l'exception de celles prévues à l'article L. 612-14 et au premier alinéa des articles L. 612-15 et L. 612-17 aux articles L. 612-14, L. 612-15, et au premier alinéa de l'article L. 612-17. Elles le sont également aux certificats complémentaires de protection à l'exception de celles prévues aux articles L. 611-12, L. 612-1 à L. 612-10, L. 612-12 à L. 612-15, L. 612-17, L. 612-20, L. 613-1, L. 613-23 à L. 613-23-6 et L. 613-25.

Chapitre II : Dépôt et instruction des demandes

Section 2 : Instruction des demandes

L. 612-16 (modifié)

Le demandeur qui n'a pas respecté un délai à l'égard de l'Institut national de la propriété industrielle peut présenter un recours en vue d'être restauré dans ses droits s'il justifie d'une excuse légitime et si l'inobservation de ce délai a pour conséquence directe le rejet de la demande de brevet ou d'une requête, la déchéance de la demande de brevet ou du brevet ou la perte de tout autre droit.

Le recours doit être présenté au directeur **général** de l'Institut national de la propriété industrielle dans un délai de deux mois à compter de la cessation de l'empêchement. L'acte non accompli doit l'être dans ce délai. Le recours n'est recevable que dans un délai d'un an à compter de l'expiration du délai non observé.

Lorsque le recours se rapporte au défaut de paiement d'une redevance de maintien en vigueur, le délai non observé s'entend du délai de grâce prévu au second alinéa de l'article L. 612-19 et la restauration n'est accordée par le directeur **général** de l'Institut national de la propriété industrielle qu'à la condition que les redevances de maintien en vigueur échues au jour de la restauration aient été acquittées dans le délai prescrit par voie réglementaire.

Les dispositions du présent article ne sont applicables ni aux délais prévus aux deuxième et troisième alinéas, à l'article L. 612-16-1 et aux délais de présentation et de correction d'une déclaration de priorité prescrits par voie réglementaire, ni au délai de priorité institué par l'article 4 de la convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, ni au délai prévu à l'article L. 613-23 pour former opposition.

Chapitre III : Droits attachés aux brevets

Section 2 : Transmission et perte des droits

L. 613-23 (rétabli dans une nouvelle rédaction)

Dans un délai de neuf mois à compter de la publication au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* de la mention de sa délivrance, tout brevet délivré en application de l'article L. 612-17 peut faire l'objet d'une opposition devant le directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle par toute personne à l'exception de son titulaire, dans des formes et conditions définies par décret en Conseil d'Etat.

L. 613-23-1 (créé)

L'opposition ne peut être fondée que sur un ou plusieurs des motifs suivants :

- 1° L'objet du brevet n'est pas brevetable aux termes des articles L. 611-10, L. 611-11 et L. 611-13 à L. 611-19 ;
- 2° Le brevet n'expose pas l'invention de façon suffisamment claire et complète pour qu'un homme du métier puisse l'exécuter ;
- 3° L'objet du brevet s'étend au-delà du contenu de la demande telle qu'elle a été déposée ou, lorsque le brevet a été délivré sur la base d'une demande divisionnaire, l'objet s'étend au-delà du contenu de la demande initiale telle qu'elle a été déposée.

L'opposition peut porter sur une partie ou sur la totalité des revendications pour lesquelles le brevet est délivré.

L. 613-23-2 (créé)

Le directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle statue sur l'opposition au terme d'une procédure contradictoire comprenant une phase d'instruction, dans des conditions et suivant des modalités définies par décret en Conseil d'Etat.

La décision du directeur général de l'Institut a les effets d'un jugement au sens du 6° de l'article L. 111-3 du code des procédures civiles d'exécution.

L'opposition est réputée rejetée si le directeur général de l'Institut n'a pas statué dans le délai prévu par le même décret, qui court à compter de la date de fin de la phase d'instruction mentionnée au premier alinéa.

L. 613-23-3 (créé)

Au cours de la procédure d'opposition, le titulaire peut modifier les revendications du brevet contesté sous réserve que :

- 1° Les modifications apportées répondent à un motif d'opposition mentionné à l'article L. 613-23-1 soulevé par l'opposant ;
- 2° Les modifications apportées n'étendent pas l'objet du brevet au-delà du contenu de la demande telle qu'elle a été déposée ou, lorsque le brevet a été délivré sur la base d'une demande divisionnaire, n'étendent pas son objet au-delà du contenu de la demande initiale telle qu'elle a été déposée ;

3° Les modifications apportées n'étendent pas la protection conférée par le brevet ;

4° Les revendications modifiées soient conformes aux dispositions des articles L. 611-10, L. 611-11, L. 611-13 à L. 611-19, L. 612-5 et L. 612-6 et que leur rédaction réponde aux conditions de forme définies par décret en Conseil d'Etat.

L. 613-23-4 (créé)

Lorsque le directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle fait droit à l'opposition pour l'un des motifs mentionnés à l'article L. 613-23-1 soulevés par l'opposant, le brevet peut être :

1° Révoqué en tout ou partie ;

2° Maintenu sous une forme modifiée compte tenu des modifications apportées par le titulaire en cours de procédure.

Dans le cas contraire, l'opposition est rejetée et le brevet maintenu tel que délivré.

L. 613-23-5 (créé)

Sur demande de la partie gagnante, le directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle met à la charge de la partie perdante tout ou partie des frais exposés par l'autre partie dans la limite d'un barème fixé par arrêté du ministre chargé de la propriété industrielle.

L. 613-23-6 (créé)

La décision de révocation a un effet absolu.

Les effets des décisions statuant sur l'opposition rétroagissent à la date de dépôt de la demande de brevet.

Lorsque la décision d'opposition devenue définitive révoque partiellement le brevet, elle renvoie le titulaire devant l'Institut national de la propriété industrielle afin de présenter un jeu de revendications modifié conforme à la décision. Le directeur général de l'Institut a le pouvoir de rejeter le jeu de revendications modifié pour défaut de conformité à la décision de révocation partielle.

L. 613-24 (modifié)

Le ~~propriétaire du brevet~~ titulaire peut à tout moment, sur requête, alors même que les effets du brevet ont cessé, soit renoncer à la totalité du brevet ou à une ou plusieurs revendications, soit limiter la portée du brevet en modifiant une ou plusieurs revendications.

La requête en renonciation ou en limitation est présentée auprès de l'Institut national de la propriété industrielle dans des conditions fixées par voie réglementaire.

Le directeur **général** de l'Institut national de la propriété industrielle examine la conformité de la requête avec les dispositions réglementaires mentionnées à l'alinéa précédent.

Les effets de la renonciation ou de la limitation rétroagissent à la date du dépôt de la demande de brevet.

Les deuxième et troisième alinéas s'appliquent aux limitations effectuées en application des articles L. 613-25 et L. 614-12.

L. 613-25 (modifié)

Le brevet est déclaré nul par décision de justice :

- a) Si son objet n'est pas brevetable aux termes des articles L. 611-10, L. 611-11 et L. 611-13 à L. 611-19 ;
- b) S'il n'expose pas l'invention de façon suffisamment claire et complète pour qu'un homme du métier puisse l'exécuter ;
- c) Si son objet s'étend au-delà du contenu de la demande telle qu'elle a été déposée ou, lorsque le brevet a été délivré sur la base d'une demande divisionnaire, si son objet s'étend au-delà du contenu de la demande initiale telle qu'elle a été déposée ;
- d) Si, après limitation **ou opposition**, l'étendue de la protection conférée par le brevet a été accrue.

Si les motifs de nullité n'affectent le brevet qu'en partie, la nullité est prononcée sous la forme d'une limitation correspondante des revendications.

Dans le cadre d'une action en nullité du brevet, son titulaire est habilité à limiter le brevet en modifiant les revendications ; le brevet ainsi limité constitue l'objet de l'action en nullité engagée.

La partie qui, lors d'une même instance, procède à plusieurs limitations de son brevet, de manière dilatoire ou abusive, peut être condamnée à une amende civile d'un montant maximum de 3 000 euros, sans préjudice de dommages et intérêts qui seraient réclamés.

L. 613-27 (modifié)

La décision d'annulation d'un brevet d'invention a un effet absolu sous réserve de la tierce opposition. A l'égard des brevets demandés avant le 1^{er} janvier 1969, l'annulation s'applique aux parties du brevet déterminées par le dispositif de la décision.

Les décisions passées en force de chose jugée sont notifiées au directeur **général** de l'Institut national de la propriété industrielle, aux fins d'inscription au Registre national des brevets.

Lorsque la décision **devenue définitive** annule partiellement **une revendication le brevet**, elle renvoie le ~~propriétaire du brevet~~ **titulaire** devant l'Institut national de la propriété industrielle afin de présenter ~~une rédaction de la revendication modifiée un jeu de revendications modifié~~ selon le dispositif du jugement. Le directeur **général** de l'Institut a le pouvoir de rejeter ~~la revendication modifiée le jeu de revendications modifié~~ pour défaut de conformité au jugement, ~~sous réserve d'un recours devant l'une des cours d'appel désignée conformément à l'article L. 411-4 du code.~~

PARTIE RÉGLEMENTAIRE

LIVRE IV : ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET PROFESSIONNELLE

TITRE I^{er} : Institutions

Chapitre I^{er} : L'institut national de la propriété industrielle

Section 1 : Organisation de l'Institut national de la propriété industrielle

R. 411-1 (Version « Décret Marques » - modifié)

L'Institut national de la propriété industrielle a notamment pour attributions :

- 1° L'examen des demandes de brevets d'invention et la délivrance des brevets ainsi que de tous documents les concernant, et l'examen des oppositions ;
- 2° L'enregistrement et la publication des marques ~~de fabrique, de commerce ou de service~~ de produits ou de services ainsi que l'examen des demandes en nullité et en déchéance des marques mentionnées au 2° de l'article L. 411-1 ;
- 3° La délivrance de certificats d'identité et de renseignements concernant les antériorités en matière de marques ~~de fabrique, de commerce ou de service~~ de produits ou de services ;
- 4° L'organisation du dépôt, de la conservation et de la mise à disposition du public des cultures de micro-organismes utilisés par une invention pour laquelle un brevet est demandé ;
- 5° L'enregistrement et la publication des dépôts de dessins et modèles et leur publication, ainsi que l'enregistrement et la conservation du dépôt des enveloppes doubles destinées à faciliter la preuve de la création des dessins et modèles ;
- 6° La tenue des registres de brevets, des marques et des dessins et modèles, l'inscription de tous actes affectant la propriété des brevets d'invention, des marques ~~de fabrique, de commerce ou de service~~ de produits ou de services et des dessins et modèles ;
- 7° L'application des dispositions contenues dans les lois et règlements sur la protection temporaire de la propriété industrielle dans les expositions, sur les récompenses industrielles et sur les marques d'origine ;
- 8° L'application des accords internationaux et la mise en œuvre d'actions de coopération en matière de propriété industrielle, et notamment les relations administratives avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, l'Organisation européenne des brevets, l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle et les offices nationaux ou régionaux de propriété industrielle ;
- 9° La tenue du Registre national du commerce et des sociétés ;
- 10° La conservation du dépôt des actes constitutifs et modificatifs de sociétés déposés dans les greffes des tribunaux de commerce et des tribunaux civils en tenant lieu ;
- 11° La centralisation des renseignements figurant dans les registres du commerce et des métiers et le Bulletin officiel desdits registres ;
- 12° La centralisation, la conservation et la mise à la disposition du public de toute documentation technique et juridique concernant la propriété industrielle ;
- 13° La gestion du Bulletin officiel de la propriété industrielle ;
- 14° L'examen des demandes d'homologation et des demandes de modification des cahiers des charges des indications géographiques définies à l'article L. 721-2, l'homologation et le retrait d'homologation de ces cahiers des charges.

Pour l'exploitation de son fonds documentaire, l'institut peut constituer des banques de données, le cas échéant, en liaison avec d'autres fichiers ou registres. Il peut à cette fin constituer des sociétés filiales ou prendre des participations financières.

Section 2 : Redevances perçues par l'Institut national de la propriété industrielle

R. 411-17 (Version « Ordonnance Marques » - modifié)

L'Institut national de la propriété industrielle perçoit des redevances, dont le montant et les modalités d'application sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé de la propriété industrielle et du ministre chargé du budget, à l'occasion des procédures et formalités suivantes :

1° Pour les brevets d'invention, certificats d'utilité et certificats complémentaires de protection :

- dépôt ;
- rapport de recherche ou rapport de recherche complémentaire ;
- revendication supplémentaire à partir de la onzième ;
- requête en rectification d'erreurs ;
- requête en poursuite de la procédure ;
- requête en limitation ;
- **opposition** ;
- délivrance et impression du fascicule ;
- maintien en vigueur ;
- recours en restauration ;

2° Pour les brevets européens :

- publication de traduction ou de traduction révisée des revendications d'une demande de brevet ou des revendications d'un brevet européen ;
- établissement et transmission de copies de la demande de brevet européen aux Etats destinataires ;

3° Pour les demandes internationales (traité de coopération en matière de brevets, PCT) :

- transmission d'une demande internationale ;
- supplément pour paiement tardif ;
- préparation d'exemplaires complémentaires ;

4° Pour les marques de ~~fabrique, de commerce ou de service~~ de produits ou de services :

- dépôt ;
- classe de produit ou service ;
- régularisation ou rectification d'erreur matérielle ;
- opposition ;
- renouvellement ;
- demande d'inscription au Registre international des marques ;
- relevé de déchéance ;

- demande en nullité ou en déchéance ;
- droit supplémentaire invoqué en opposition ou demande en nullité, au-delà du premier droit invoqué ;
- division ;

5° Pour les dessins et modèles :

- dépôt ;
- prorogation ;
- régularisation, rectification, relevé de déchéance ;
- enregistrement et gardiennage d'enveloppe spéciale ;

6° Redevances communes aux brevets d'invention, certificats d'utilité, certificats complémentaires de protection, logiciels, marques, dessins ou modèles. – Palmarès et récompenses :

- supplément pour requête tardive, paiement tardif ou accomplissement tardif d'une formalité ;
- renonciation ;
- demande d'inscription sur le registre national ;
- enregistrement d'un palmarès, d'une récompense ou transcription d'une déclaration de cession ou de transmission ;

7° Pour les droits voisins de la propriété industrielle :

- topographies de produits semi-conducteurs : dépôt et conservation ; inscription d'un acte modifiant ou transmettant les droits ;

8° S'agissant du Registre national du commerce et des sociétés :

- déclaration ;
- dépôt d'un acte.

L'institut perçoit des redevances, dont le montant et les modalités d'application sont fixés par arrêté conjoint du ministre chargé de la propriété industrielle, du ministre chargé de l'artisanat et du ministre chargé du budget, à l'occasion des procédures et formalités suivantes :

- demande d'homologation du cahier des charges des indications géographiques définies à l'article L. 721-2 ;
- demande de modification du cahier des charges homologué.

En cas d'irrecevabilité, les redevances suivantes sont remboursées :

- pour les brevets d'invention, certificats d'utilité et certificats complémentaires de protection : dépôt ;
- pour les marques ~~de fabrique, de commerce ou de service~~ de produits ou de services : dépôt, classe de produit ou service, renouvellement ;
- pour les dessins et modèles : dépôt, prorogation ;
- pour les indications géographiques définies à l'article L. 721-2 : demande d'homologation, demande de modification du cahier des charges homologué.

Est également remboursée :

- la redevance de rapport de recherche d'un brevet d'invention lorsqu'il est mis fin à la procédure de délivrance du brevet ou en cas de prorogation des interdictions de divulgation

et de libre exploitation, si la procédure d'établissement du rapport de recherche n'a pas été engagée ;

- **la redevance de requête en limitation d'un brevet d'invention lorsqu'il est mis fin à la procédure de limitation suite à la formation d'une opposition à l'encontre de ce brevet.**

Section 3 : Recours exercés devant la cour d'appel contre les décisions du directeur général de l'Institut national de la propriété

[Version « Décret Marques »]

R. 411-19 (Version « Décret Marques »)

Les recours exercés à l'encontre des décisions mentionnées au premier alinéa de l'article L. 411-4 sont des recours en annulation.

Les recours exercés à l'encontre des décisions mentionnées au deuxième alinéa du même article L. 411-4 sont des recours en réformation. Ils défèrent à la cour la connaissance de l'entier litige. La cour statue en fait et en droit.

R. 411-19-1 (Version « Décret Marques » – ancien article R. 411-19)

La cour d'appel territorialement compétente pour connaître directement des recours formés contre les décisions du directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle mentionnés à l'article R. 411-19 en matière de délivrance, rejet ou maintien des titres de propriété industrielle est celle du lieu où demeure la personne qui forme le recours. ~~Il en est de même en matière d'homologation, de rejet et de retrait d'homologation du cahier des charges des indications géographiques définies à l'article L. 721-2, ainsi qu'en matière d'homologation et de rejet des modifications de ce cahier des charges.~~

D. 411-19-2 (Version « Décret Marques » – ancien article D. 411-19-1)

Le siège et le ressort des cours d'appel ayant compétence pour connaître des actions mentionnées à l'article ~~R. 411-19~~ R. 411-19-1 sont fixés conformément au tableau XVI annexé à l'article D. 311-8 du code de l'organisation judiciaire.

Lorsque la personne qui forme le recours demeure à l'étranger, la cour d'appel de Paris est compétente. Il doit être fait élection de domicile dans le ressort de cette cour.

Toutefois, la cour d'appel de Paris est seule compétente pour connaître directement des recours formés contre les décisions du directeur de l'Institut national de la propriété industrielle en matière de délivrance, rejet, **opposition** ou maintien de brevets d'invention, de certificats d'utilité, de certificats complémentaires de protection et de topographies de produits semi-conducteurs.

R. 411-20 (Version « Décret Marques »)

Les recours mentionnés à l'article R. 411-19 sont formés, instruits et jugés conformément aux dispositions du code de procédure civile sous réserve des dispositions de la présente section.

R. 411-21 (Version « Décret Marques »)

Les recours mentionnés à l'article R. 411-19 sont formés dans un délai d'un mois à compter de la notification de ces décisions.

R. 411-22 (Version « Décret Marques »)

Les parties sont tenues de constituer avocat.

La constitution de l'avocat emporte élection de domicile.

R. 411-23 (Version « Décret Marques »)

L'Institut national de la propriété industrielle n'est pas partie à l'instance.

La cour d'appel statue après avoir entendu le directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle ou celui-ci appelé et l'avoir mis, le cas échéant, en mesure de présenter des observations écrites ou orales.

Le ministère public peut prendre communication des affaires dans lesquelles il estime devoir intervenir.

R. 411-24 (Version « Décret Marques »)

A peine d'irrecevabilité relevée d'office, les actes de procédure sont remis à la juridiction par voie électronique.

Lorsque cela ne peut être le cas, pour une cause étrangère à celui qui les accomplit, ces actes sont remis sur support papier au greffe ou lui sont adressés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le recours est alors remis ou adressé au greffe en autant d'exemplaires qu'il y a de parties destinataires, plus trois. La remise est constatée par la mention de sa date et le visa du greffier sur chaque exemplaire, dont l'un est immédiatement restitué.

Lorsque l'acte de recours est adressé par voie postale, le greffe l'enregistre à la date figurant sur le cachet du bureau d'émission et adresse à l'expéditeur un récépissé par tout moyen.

Les avis, avertissements ou convocations sont remis aux avocats des parties par voie électronique, sauf impossibilité pour cause étrangère à l'expéditeur. Les modalités des échanges par voie électronique sont fixées par l'arrêté du garde des sceaux mentionné à l'article 930-1 du code de procédure civile.

R. 411-25 (Version « Décret Marques »)

Les recours sont portés devant la cour d'appel par acte contenant, outre les mentions prescrites par les 1° et 2° de l'article 58 du code de procédure civile, et à peine de nullité :

- 1° Le numéro unique d'identification de l'entreprise ou tout document équivalent à l'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés pour les opérateurs situés hors de France ;
- 2° L'objet du recours ;
- 3° Le nom et l'adresse du titulaire du titre si le requérant n'a pas cette qualité ;
- 4° La constitution de l'avocat du requérant.

Sauf en cas de décision implicite de rejet, une copie de la décision attaquée est jointe à cet acte à peine de nullité.

L'acte est daté et signé par l'avocat constitué. Il est remis au greffe et vaut demande d'inscription au rôle.

R. 411-26 (Version « Décret Marques »)

Le greffier adresse sans délai à toutes les parties auxquelles la décision du directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle a été notifiée, par lettre simple, un exemplaire de l'acte de recours avec l'indication de l'obligation de constituer avocat.

En cas de retour au greffe de la lettre de notification ou lorsque le défendeur n'a pas constitué avocat dans un délai d'un mois à compter de l'envoi de la lettre de notification, le greffier en avise l'avocat du requérant afin que celui-ci procède par voie de signification de l'acte de recours.

A peine de caducité de l'acte de recours relevée d'office, la signification doit être effectuée dans le mois de l'avis adressé par le greffe ; cependant, si, entre-temps, le défendeur a constitué avocat avant la signification de l'acte de recours, il est procédé par voie de notification à son avocat.

A peine de nullité, l'acte de signification indique au défendeur que, faute pour lui de constituer avocat dans un délai de quinze jours à compter de cette signification, il s'expose à ce qu'un arrêt soit rendu contre lui au vu des seuls éléments fournis par son adversaire et que, faute de conclure dans le délai mentionné à l'article R. 411-30, il s'expose à ce que ses écritures soient déclarées d'office irrecevables.

R. 411-27 (Version « Décret Marques »)

Dès qu'il est constitué, l'avocat du défendeur en informe celui du demandeur ainsi que, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle. Copie de l'acte de constitution est remise au greffe.

R. 411-28 (Version « Décret Marques »)

Le greffier adresse au directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle, par lettre simple, une copie de l'acte de recours.

Dès qu'il est avisé du recours, le directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle transmet au greffe de la cour le dossier de l'affaire qui comporte les observations écrites et pièces transmises par les parties et tous les documents versés au dossier dans le cadre du litige.

R. 411-29 (Version « Décret Marques »)

A peine de caducité de l'acte de recours, relevée d'office, le demandeur dispose d'un délai de trois mois à compter de cet acte pour remettre ses conclusions au greffe.

Sous la même sanction et dans le même délai, il adresse ses conclusions par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle et en justifie auprès du greffe.

R. 411-30 (Version « Décret Marques »)

Le défendeur dispose, à peine d'irrecevabilité relevée d'office, d'un délai de trois mois à compter de la notification des conclusions du demandeur mentionnée à l'article R. 411-29 pour remettre ses conclusions au greffe et former, le cas échéant, un recours incident.

Sous la même sanction et dans le même délai, il adresse ses conclusions par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle et en justifie auprès du greffe.

R. 411-31 (Version « Décret Marques »)

Le recours incident est formé conformément aux dispositions mentionnées à l'article R. 411-25.

R. 411-32 (Version « Décret Marques »)

Le défendeur à un recours incident dispose, à peine d'irrecevabilité relevée d'office, d'un délai de trois mois à compter de la notification qui lui en est faite pour remettre ses conclusions au greffe.

L'intervenant forcé à l'instance dispose, à peine d'irrecevabilité relevée d'office, d'un délai de trois mois à compter de la date à laquelle la demande d'intervention formée à son encontre lui a été notifiée pour remettre ses conclusions au greffe. L'intervenant volontaire dispose, sous la même sanction, du même délai à compter de son intervention volontaire.

Sous la même sanction et dans le même délai, le défendeur à un recours incident, l'intervenant forcé et l'intervenant volontaire adressent leurs conclusions, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle, et en justifient auprès du greffe.

R. 411-33 (Version « Décret Marques »)

Les conclusions sont notifiées et les pièces communiquées simultanément par l'avocat de chacune des parties à celui de l'autre partie ; en cas de pluralité de demandeurs ou de défendeurs, elles doivent l'être à tous les avocats constitués. Elles sont adressées au directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Copie des conclusions est remise au greffe avec la justification de leur notification.

Les pièces communiquées et déposées au soutien de conclusions irrecevables sont elles-mêmes irrecevables.

R. 411-34 (Version « Décret Marques »)

Sous les sanctions prévues aux articles R. 411-29, R. 411-30 et R. 411-32, les conclusions sont notifiées aux avocats des parties et adressées au directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle dans le même délai que celui de leur remise au greffe de la cour. Sous les mêmes sanctions, elles sont signifiées au plus tard dans le mois suivant l'expiration des délais prévus à ces articles aux parties qui n'ont pas constitué avocat ; cependant, si, entre-temps, celles-ci ont constitué avocat avant la signification des conclusions, il est procédé par voie de notification à leur avocat.

La notification de conclusions faite à une partie dans le délai prévu aux articles R. 411 29, R. 411-30 et R. 411-32 ainsi qu'au premier alinéa constitue le point de départ du délai dont cette partie dispose pour remettre ses conclusions au greffe.

R. 411-35 (Version « Décret Marques »)

Le directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle notifie aux parties à l'instance ses observations écrites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Il en remet une copie au greffe.

R. 411-36 (Version « Décret Marques »)

En cas de force majeure, le président de la chambre peut écarter l'application des sanctions prévues aux articles R. 411-29, R. 411-30 et R. 411-32.

R. 411-37 (Version « Décret Marques »)

A peine d'irrecevabilité, relevée d'office, les parties doivent présenter, dès les conclusions mentionnées aux articles R. 411-29, R. 411-30 et R. 411-32, l'ensemble de leurs prétentions sur le fond. L'irrecevabilité peut également être invoquée par la partie contre laquelle sont formées des prétentions ultérieures.

Toutefois, lorsque la cour d'appel est saisie d'un recours formé en application du second alinéa de l'article R. 411-19, demeurent recevables les prétentions destinées à répliquer aux conclusions et pièces adverses ou à faire juger les questions nées, postérieurement aux premières conclusions, de l'intervention d'un tiers ou de la survenance ou de la révélation d'un fait.

R. 411-38 (Version « Décret Marques »)

Pour justifier, devant la cour d'appel saisie d'un recours formé en application du second alinéa de l'article R. 411-19, des prétentions qu'elles avaient soumises au directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle, les parties peuvent invoquer des moyens nouveaux, produire de nouvelles pièces ou proposer de nouvelles preuves.

A peine d'irrecevabilité relevée d'office, les parties ne peuvent soumettre à la cour de nouvelles prétentions si ce n'est pour faire juger les questions nées de l'intervention d'un tiers ou de la survenance ou de la révélation d'un fait.

Les prétentions ne sont pas nouvelles dès lors qu'elles tendent aux mêmes fins que celles soumises au directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle, même si leur fondement juridique est différent.

R. 411-39 (Version « Décret Marques »)

Les conclusions contiennent, en en-tête, les indications prévues à l'article 961 du code de procédure civile. Elles doivent formuler expressément les prétentions des parties et les moyens de fait et de droit sur lesquels chacune de ces prétentions est fondée avec indication pour chaque prétention des pièces invoquées et de leur numérotation. Un bordereau récapitulatif des pièces est annexé.

Les conclusions comprennent distinctement un exposé des faits et de la procédure, une discussion des prétentions et des moyens ainsi qu'un dispositif récapitulatif des prétentions. Lorsque, dans le cadre d'un recours formé en application du second alinéa de l'article R. 411-19, au cours de la discussion, des moyens nouveaux par rapport aux précédentes écritures sont invoqués au soutien des prétentions, ils sont présentés de manière formellement distincte.

La cour ne statue que sur les prétentions énoncées au dispositif et n'examine les moyens au soutien de ces prétentions que s'ils sont invoqués dans la discussion.

Les parties doivent reprendre, dans leurs dernières écritures, les prétentions et moyens précédemment présentés ou invoqués dans leurs conclusions antérieures. A défaut, elles sont réputées les avoir abandonnés et la cour ne statue que sur les dernières conclusions déposées.

R. 411-40 (Version « Décret Marques »)

Le premier président désigne la chambre à laquelle l'affaire est distribuée.

Le greffe en avise les avocats constitués et le directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle.

R. 411-41 (Version « Décret Marques »)

Sous réserve des dispositions des articles R. 411-29, R. 411-30 et R. 411-32, le président de la chambre à laquelle l'affaire est distribuée fixe les délais dans lesquels les parties à l'instance se communiquent leurs conclusions, les adressent au directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle et en déposent copie au greffe de la cour.

Il fixe la date des débats.

Le greffe informe les avocats des parties de ces délais et les avise de la date des débats.

Il avise le directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle de la date des débats.

R. 411-42 (Version « Décret Marques »)

Les décisions de la cour d'appel sont notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception par le greffe de la cour aux parties à l'instance et au directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle.

R. 411-43 (Version « Décret Marques »)

Les délais prévus aux articles R. 411-21, R. 411-26 et R. 411-29 sont augmentés :

1° D'un mois, lorsque la demande est portée :

a) Soit devant une juridiction qui a son siège en France métropolitaine, pour les parties qui demeurent en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, en Polynésie française, dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie ou dans les Terres australes et antarctiques françaises ;

b) Soit devant une juridiction qui a son siège en Guadeloupe, en Guyane, à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon ou dans les îles Wallis et Futuna, pour les parties qui ne demeurent pas dans cette collectivité ;

2° De deux mois si le demandeur demeure à l'étranger.

Les délais prescrits aux défendeurs et intervenants forcés par les articles R. 411-30 et R. 411-32 sont augmentés dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités.

Titre II : Qualification en propriété industrielle

Chapitre II : Conditions d'exercice de la profession de conseil en propriété industrielle

Section 1 : Inscription sur la liste des conseils en propriété industrielle

R. 422-1 (Version « Ordonnance Marques » – modifié)

Toute personne qualifiée en propriété industrielle inscrite sur la liste prévue à l'article R. 421-1 peut demander d'être inscrite, avec la même mention de spécialisation, sur la liste des conseils en propriété industrielle prévue au troisième alinéa de l'article L. 422-1.

La mention Brevets d'invention permet l'intervention dans les procédures prévues ~~à l'article aux~~ **articles** R. 612-2 **et R. 613-44**. La mention Marques, dessins et modèles permet l'intervention dans les procédures prévues aux articles R. 712-2, ~~et~~ R. 712-13 et R. 716-2.

Toutefois, les personnes inscrites avec la mention Juriste dans le cadre de la procédure définie au I de l'article 36 du décret du 1^{er} avril 1992 relatif à la qualification et à l'organisation professionnelle en matière de propriété industrielle pourront accomplir les actes définis aux articles R. 712-2, ~~et~~ R. 712-13 et R. 716-2.

LIVRE VI : PROTECTION DES INVENTIONS ET DES CONNAISSANCES TECHNIQUES

TITRE I^{er} : Brevets d'invention

Chapitre II : Dépôt et instruction des demandes

Section 1 : Dépôt des demandes

R. 612-2 (modifié)

Le dépôt peut être fait par le demandeur personnellement ou par un mandataire ayant son domicile, son siège ou un établissement dans un Etat membre de ~~la Communauté européenne~~ **l'Union européenne** ou dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen. Sous réserve des exceptions prévues aux articles L. 422-4 et L. 422-5, le mandataire, constitué pour le dépôt et pour l'accomplissement de tout acte subséquent relatif à la procédure de délivrance du brevet, à l'exception du simple paiement des redevances, doit avoir la qualité de conseil en propriété industrielle.

Les personnes physiques ou morales n'ayant pas leur domicile ou leur siège dans un Etat membre de ~~la Communauté européenne~~ **l'Union européenne** ou dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen doivent constituer un mandataire satisfaisant aux conditions prévues à l'alinéa précédent dans le délai de deux mois à compter de la date de réception de la notification qui leur est adressée à cet effet. En cas de pluralité de demandeurs, un mandataire commun doit être constitué. Si celui-ci n'est pas l'un des demandeurs, il doit satisfaire aux conditions prévues par le premier alinéa.

Sauf lorsqu'il a la qualité de conseil en propriété industrielle ou d'avocat, le mandataire doit joindre un pouvoir qui s'étend, sous réserve des dispositions des articles R. 612-38, **R. 613-44, R. 613-44-1** et R. 613-45 et, sauf stipulation contraire, à tous les actes et à la réception de toutes les notifications prévus aux articles R. 611-15 à R. 611-20, R. 612-1 à R. 613-3, **R. 613-44 R. 613-45** à R. 613-65, R. 616-1 à R. 616-3 et R. 618-1 à R. 618-4. Le pouvoir est dispensé de légalisation.

Section 2 : L'instruction des demandes

Sous-section 6 : Délivrance et publication du brevet

R. 612-73 (modifié)

La ~~rédaction d'une revendication modifiée~~ demande de modification du jeu de revendications après révocation ou annulation partielles, prévues respectivement aux articles L. 613-23-6 et L. 613-27, est présentée par écrit.

Si ~~la revendication modifiée~~ le jeu de revendications modifié n'est pas conforme à la décision de révocation partielle ou au dispositif du jugement d'annulation partielle, notification en est faite au propriétaire titulaire du brevet. La notification précise les changements à apporter à la revendication au jeu de revendications ainsi que le délai imparti à l'intéressé pour y procéder.

~~La revendication modifiée est rejetée si le propriétaire~~ Le jeu de revendications modifié est rejeté si le titulaire du brevet ne défère pas à la notification dans le délai prescrit, ou ne présente pas d'observations pour contester son bien-fondé.

Si les observations présentées ne sont pas retenues, notification en est faite au propriétaire titulaire du brevet. Si l'intéressé ne défère pas à la notification prévue au deuxième alinéa dans un nouveau délai qui lui est imparti, ~~la revendication modifiée est rejetée~~ le jeu de revendications modifié est rejeté.

R. 612-73-1 (modifié)

Il est statué sur la demande de modification ~~de revendication~~ du jeu de revendications dans un délai de douze mois à compter de son dépôt. Ce délai est interrompu, le cas échéant, par la notification prévue à l'article R. 612-73, jusqu'à la régularisation de la demande.

R.* 612-73-2 (inchangé)

A défaut de décision expresse dans le délai mentionné à l'article R. 612-73-1, la demande est réputée rejetée.

R. 612-73-3 (créé)

La décision du directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle rejetant la demande de modification du jeu de revendications mentionnée aux articles L. 613-23-6 et L. 613-27 peut faire l'objet d'un recours en annulation tel que prévu au premier alinéa de l'article R. 411-19.

Chapitre III : Droits attachés aux brevets

Section 1 : Droits d'exploitation

Sous-section 6 : Dispositions diverses

~~R. 613-44~~ R. 613-43-1 (renuméroté)

Les dispositions prévues aux articles R. 613-4 à R. 613-43 et R. 613-51 s'appliquent aux certificats d'addition.

Section 2 : Transmission et perte des droits

Sous-section 1 : Opposition (créée)

R. 613-44 (créé)

L'opposition prévue à l'article L. 613-23 peut être formée par une personne physique ou morale agissant personnellement ou par l'intermédiaire d'un mandataire remplissant les conditions prévues à l'article R. 612-2.

Les personnes physiques ou morales n'ayant pas leur domicile ou leur siège dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen doivent constituer un mandataire.

Lorsqu'elle est formée conjointement par plusieurs opposants, un mandataire commun satisfaisant aux mêmes conditions doit être constitué.

Les conditions de représentation prévues à l'article R. 612-2 sont applicables au titulaire du brevet pour présenter ses observations ou propositions de modification des revendications dans le cadre de la procédure d'opposition.

R. 613-44-1 (créé)

L'opposition est présentée selon les conditions et modalités fixées par décision du directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle.

Elle comprend :

- 1° L'identité de l'opposant ;
- 2° Les références du brevet contre lequel est formée l'opposition ;
- 3° Une déclaration précisant la portée de l'opposition, en indiquant les revendications visées, les motifs sur lesquels l'opposition se fonde ainsi que les faits et les pièces invoqués à l'appui de ces motifs ;
- 4° La justification du paiement de la redevance prescrite ;
- 5° Le cas échéant la désignation du mandataire et, sauf s'il a la qualité de conseil en propriété industrielle ou d'avocat, le pouvoir.

Les pièces et informations mentionnées aux 1° à 5° du présent article doivent être fournies dans le délai prévu à l'article L. 613-23, le fondement et la portée de l'opposition ne pouvant pas être étendus après l'expiration de ce délai.

L'opposition est inscrite au Registre national des brevets.

R. 613-44-2 (créé)

Est déclarée irrecevable toute opposition formée après l'expiration du délai prévu à l'article L. 613-23 ou formée par le titulaire du brevet contesté.

Est également irrecevable toute opposition qui n'est pas conforme aux dispositions des articles R. 613-44 ou R. 613-44-1.

Toutefois, lorsqu'elle est fondée sur plusieurs motifs, l'opposition n'est recevable que si la déclaration l'accompagnant satisfait au 3° de l'article R. 613-44-1 pour au moins un des motifs invoqués. Elle est réputée non fondée pour les motifs qui ne satisfont pas à cette condition.

En cas d'irrecevabilité relevée par l'Institut national de la propriété industrielle, notification motivée en est faite à l'opposant.

Un délai lui est imparti pour contester les objections de l'Institut ou, dans le cas du pouvoir du mandataire prévu au 5° de l'article R. 613-44-1, pour régulariser sa demande. A défaut de réponse permettant de lever l'objection, l'opposition est déclarée irrecevable.

La décision d'irrecevabilité est inscrite au Registre national des brevets.

R. 613-44-3 (créé)

Sous réserve de leur recevabilité, la jonction de plusieurs procédures d'opposition est ordonnée d'office lorsqu'elles portent sur un même brevet. Cette jonction est notifiée aux parties.

R. 613-44-4 (créé)

L'Institut national de la propriété industrielle fait observer et observe lui-même le principe de la contradiction. Il ne peut fonder sa décision sur des moyens, explications et documents invoqués ou produits par les parties sans que celles-ci aient été mises à même d'en débattre contradictoirement. Toute observation ou pièce dont il est saisi par l'une des parties est notifiée sans délai aux autres.

Les parties sont tenues de formuler expressément leurs demandes et les moyens de fait et de droit fondant chacune de leurs prétentions. Tous les échanges entre l'Institut et les parties s'effectuent selon des modalités fixées par décision du directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle.

R. 613-44-5 (créé)

I. – Sous réserve de l'irrecevabilité relevée par l'Institut national de la propriété industrielle, la phase d'instruction mentionnée à l'article L. 613-23-2 commence à l'expiration du délai mentionné à l'article L. 613-23.

Sous réserve des cas de suspension ou de clôture de la procédure prévus respectivement aux articles R. 613-44-7 et R. 613-44-9, l'instruction de l'opposition par l'Institut se décompose selon les phases ci-après décrites :

1° La phase d'information et de recueil de l'avis du titulaire du brevet ;

L'opposition est notifiée sans délai au titulaire du brevet.

Un délai est imparti à celui-ci pour présenter à l'Institut des observations en réponse ou proposer la modification de ses revendications et, le cas échéant, constituer un mandataire tel que défini au quatrième alinéa de l'article R. 613-44.

2° La phase de rédaction de l'avis d'instruction par l'Institut ;

Au plus tard deux mois suivant l'expiration du délai imparti au titulaire du brevet, un avis d'instruction, rédigé en se fondant sur des éléments fournis par les parties et détaillant l'analyse de l'Institut, est notifié aux parties. Cette notification les invite à présenter, dans un délai imparti, des observations et est accompagnée, le cas échéant, des observations ou propositions de modification des revendications présentées par le titulaire du brevet au titre du 1°.

3° La phase de débat écrit ;

En cas d'observations par au moins une des parties ou, s'agissant du titulaire du brevet, de propositions de modification de ses revendications, présentées en réponse à la notification de l'avis d'instruction, notification en est faite aux parties à l'expiration du délai de réponse prévu au 2°.

L'Institut impartit un délai aux parties pour présenter en réponse de nouvelles observations ou, s'agissant du titulaire du brevet, proposer de nouvelles modifications de ses revendications.

En cas de réponse par au moins une des parties, notification en est faite aux parties à l'expiration du délai prévu au précédent alinéa.

4° La phase de débat oral ;

Dans le cadre de la présentation de ses observations écrites, chaque partie peut demander à présenter des observations orales. Le directeur général de l'Institut peut également inviter, sans demande préalable, les parties à présenter des observations orales s'il l'estime nécessaire pour les besoins de l'instruction.

Dans ces cas, les parties sont réunies à l'issue de la phase écrite de l'instruction afin de présenter leurs observations orales, selon des modalités fixées par décision du directeur général de l'Institut.

II. – Le directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle statue sur l'opposition au vu de l'ensemble des observations écrites et orales présentées par les parties ainsi que des dernières propositions de modification des revendications présentées par le titulaire du brevet.

La décision statuant sur l'opposition est notifiée aux parties. Elle est inscrite au Registre national des brevets.

R. 613-44-6 (créé)

L'opposition est réputée rejetée s'il n'est pas statué dans un délai de trois mois à compter de la date de fin de la phase d'instruction.

Cette date, notifiée sans délai aux parties, intervient le cas échéant :

1° A l'expiration du délai imparti par l'Institut au titre du 2° du I de l'article R. 613-44-5, en l'absence de réponse des parties à l'avis d'instruction notifié par l'Institut et en l'absence de demande de présentation d'observations orales ;

2° A l'expiration du délai imparti par l'Institut au titre du 3° du I de l'article R. 613-44-5, en l'absence de demande de présentation d'observations orales ;

3° Au plus tard, le jour de la présentation des observations orales.

R. 613-44-7 (créé)

La phase d'instruction ou le délai fixé au premier alinéa de l'article R. 613-44-6 sont suspendus :

1° Sur requête écrite de toute personne qui apporte la justification qu'elle a introduit devant le tribunal de grande instance une action en revendication de propriété du brevet ;

2° Dès lors qu'à la date à laquelle une opposition est formée à l'encontre d'un brevet, une action en nullité est pendante à l'encontre de ce brevet ;

3° A l'initiative de l'Institut, dans l'attente d'informations et d'éléments susceptibles d'avoir une incidence sur l'issue de l'opposition ou la situation des parties.

La phase d'instruction peut également être suspendue, sur demande conjointe de toutes les parties, pendant une durée de quatre mois renouvelable deux fois.

Toute décision de suspension est notifiée aux parties.

R. 613-44-8 (créé)

Lorsque la procédure d'opposition est suspendue en application des dispositions du 1° ou du 2° de l'article R. 613-44-7, elle reprend à la demande de l'une des parties transmettant à l'Institut la décision statuant sur la revendication de propriété ou la nullité qui n'est plus susceptible de recours.

Lorsque la procédure d'opposition est suspendue à l'initiative de toutes les parties, elle reprend sur demande de l'une d'entre elles ou, le cas échéant, à l'expiration du délai prévu au cinquième alinéa de l'article R. 613-44-7.

A la reprise de la procédure d'opposition, si la portée du brevet a été modifiée, l'opposant est invité à présenter dans un délai imparti par l'Institut une nouvelle déclaration en application du 3° de l'article R. 613-44-1.

La reprise de la procédure est notifiée sans délai aux parties par l'Institut, avec indication d'une date de reprise.

R. 613-44-9 (créé)

La procédure d'opposition est clôturée :

- 1° Lorsque tous les opposants ont retiré leur opposition ;
- 2° Si le brevet est déclaré nul par une décision de justice passée en force de chose jugée ;
- 3° S'il est renoncé aux revendications visées par l'opposition ;
- 4° Lorsque les effets du brevet contre lequel l'opposition a été formée ont cessé.

La décision de clôture est notifiée sans délai aux parties par l'Institut.

La clôture de la procédure d'opposition est inscrite au Registre national des brevets.

R. 613-44-10 (créé)

L'Institut national de la propriété industrielle publie un nouveau fascicule de brevet :

- 1° Si la décision statuant sur l'opposition devenue définitive maintient le brevet sous une forme modifiée ;
- 2° Si le jeu de revendications modifié présentée à l'Institut par le titulaire du brevet en application de l'article L. 613-23-6 est conforme à la décision de révocation partielle devenue définitive.

R. 613-44-11 (créé)

Un agent de l'Institut national de la propriété industrielle ayant instruit une demande de brevet ne peut pas instruire l'opposition à l'encontre de ce même brevet délivré, cet agent pouvant toutefois être entendu dans le cadre de la procédure d'opposition.

Sous-section 2 : Renonciation, limitation, déchéance et maintien en vigueur (créée)**R. 613-45 (modifié)**

La requête en renonciation ou en limitation est faite par une déclaration écrite. La requête doit, pour être recevable :

1° Emaner du titulaire du brevet inscrit, au jour de la requête, sur le Registre national des brevets, ou de son mandataire, lequel, sauf s'il a la qualité de conseil en propriété industrielle ou d'avocat, doit joindre à la requête un pouvoir spécial de renonciation ou de limitation.

Si le brevet appartient à plusieurs personnes, la renonciation ou la limitation ne peut être effectuée que si elle est requise par l'ensemble de celles-ci.

2° Etre accompagnée de la justification du paiement de la redevance prescrite ;

3° Ne viser qu'un seul brevet ;

4° Etre accompagnée, si des droits réels, de gage ou de licence ont été inscrits au Registre national des brevets, du consentement des titulaires de ces droits ;

5° Etre accompagnée, lorsque la limitation est requise, du texte complet des revendications modifiées et, le cas échéant, de la description et des dessins tels que modifiés ;

6° Le cas échéant, être accompagnée, lorsque la limitation est requise, du jeu de revendications modifié déclaré conforme à la décision de révocation ou d'annulation partielle devenue définitive en application respectivement des articles L. 613-23-6 et L. 613-27.

La requête en limitation d'un brevet présentée alors qu'une opposition a été préalablement engagée est irrecevable en l'absence d'une décision devenue définitive statuant sur cette opposition, à moins que la limitation ne soit demandée dans le cadre d'une action en nullité du brevet.

Si lorsque la limitation est demandée, les revendications modifiées ne constituent pas une limitation par rapport aux revendications antérieures du brevet ou si elles ne sont pas conformes aux dispositions de l'article L. 612-6, notification motivée en est faite au demandeur. Un délai lui est imparti pour régulariser sa requête ou présenter des observations. A défaut de régularisation ou d'observations permettant de lever l'objection, la requête est rejetée par décision du directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle.

Les renonciations et **les décisions statuant sur les** limitations sont inscrites au Registre national des brevets. Un avis d'inscription est adressé ~~à l'auteur~~ **au demandeur** de la renonciation ou de la limitation.

R. 613-45-3 (créé)

Si une procédure de limitation d'un brevet est en cours à la date à laquelle une opposition est formée à l'encontre de ce brevet, l'Institut national de la propriété intellectuelle clôt la procédure de limitation, à moins que la limitation ne soit demandée dans le cadre d'une action en nullité du brevet.

En cas de clôture, l'Institut rembourse la redevance de requête en limitation.

La décision de clôture de la procédure de limitation est notifiée au titulaire du brevet.

Chapitre V : Actions en justice

Section 1°: Compétences juridictionnelle ou administrative (créée)

R. 615-1 A (créé)

La demande en nullité d'un brevet est irrecevable lorsqu'une décision statuant sur une opposition ayant le même objet et la même cause a été rendue par l'Institut national de la propriété industrielle entre les mêmes parties ayant chacune même qualité et que la décision n'est plus susceptible de recours.

Chapitre VIII : Dispositions communes

Section unique : Procédure

R. 618-2 (modifié)

Les notifications prévues à l'article L. 613-22 et aux articles R. 612-3-2, R. 612-8, R. 612-9, R. 612-11, R. 612-46 à R. 612-49, R. 612-56, R. 612-73, **R. 613-44 à R. 613-44-9, R. 613-45, R. 613-45-3**, R. 613-52 et R. 613-58 sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'envoi recommandé peut être remplacé par la remise de la lettre à son destinataire contre récépissé, dans les locaux de l'Institut national de la propriété industrielle, ou par un message sous forme électronique selon les modalités fixées par **décision du** ~~le~~ directeur général de l'institut pour garantir notamment la sécurité de l'envoi.

Si l'adresse du destinataire est inconnue, la notification est faite par publication d'un avis au *Bulletin officiel de la propriété industrielle*.